Note critique. Le territoire de l'habitant : le regard d'un urbaniste-aménageur

Harold Hurel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/1217>
DOI : 10.4000/labyrinthe.1217
ISSN : 1950-6031

Éditeur

Hermann

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2002
Pagination : 47-48

Référence électronique

Harold Hurel, « Note critique. Le territoire de l'habitant : le regard d'un urbaniste-aménageur », *Labyrinthe* [En ligne], 12 | 2002, mis en ligne le 13 avril 2006, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/1217> ; DOI : 10.4000/labyrinthe.1217

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Propriété intellectuelle

Note critique. Le territoire de l'habitant : le regard d'un urbaniste-aménageur

Harold Hurel

- 1 Considérant le territoire comme un espace délimité et investi par un système de valeurs, l'article de Yann Renaud aborde de front la thématique de travail 2001/2002 du pôle « Territoires » de la revue *Labyrinthe*, relative à « la valeur des territoires ». En effet, intriquées de manière dense et transversale, les valeurs de l'habitant dessinent les contours d'un territoire micro-local – le quartier – qui se construit en réaction par rapport aux territoires ponctuels et cloisonnés des pouvoirs publics ou à des délimitations administratives beaucoup plus larges (l'arrondissement par exemple).
- 2 Espace d'identité et espace d'intervention publique, le territoire de l'habitant tel que Yann Renaud le définit annonce l'émergence d'une échelle micro-locale et d'une nouvelle légitimité dans l'espace urbain. Cela n'est pas sans soulever quelques interrogations, qui ne seront ici qu'esquissées.
- 3 Ce territoire de l'habitant est également porteur d'une nouvelle valeur du territoire : au lieu d'être le support neutre et passif de différentes interventions sectorielles, le territoire devient en lui-même le principe de l'action, le garant de sa cohérence et de sa pertinence. Si ce principe est maintenant établi à des échelles nationales ou communautaires, sa déclinaison à des échelles locales est encore largement inédite, ce d'autant plus qu'elle remet en cause, avec l'irruption de nouveaux acteurs, des modèles de décision établis. Le champ de la décision publique s'en trouve ainsi modifié.
- 4 On voit ainsi émerger une légitimité de l'habitant alternative à celle des pouvoirs publics, débouchant à la fois sur un conflit et un dialogue entre les deux pour définir de nouveaux modes de valorisation du territoire. Face au système de représentation institué, faisant des pouvoirs publics et de leurs outils d'aménagement les instruments d'un intérêt général abstrait contrôlé par des élus lointains, l'association impose la légitimité de l'habitant. Elle met ainsi en avant un intérêt micro-local échappant aux modes institués

de la représentation et se refusant aux cloisonnements sectoriels. Plaçant le territoire au cœur de la décision publique, elle en fait le critère de cohérence et de pertinence des interventions publiques dans des domaines aussi variés que la politique sociale, l'urbanisme, le logement ou la culture.

- 5 Le dialogue entre ces deux légitimités se construit progressivement par la mise en place de mesures de concertation qui prennent en compte la dimension de l'habitant et de son territoire, en amont des projets.
- 6 Ce mouvement émergent doit encore toutefois trouver ses marques, poser ses limites et démontrer la pertinence des choix territoriaux ainsi formulés. Un certain nombre d'interrogations restent encore ainsi largement ouvertes :
- 7 Quelle pérennité pour le territoire de l'habitant défini dans la lutte ? Les territoires de quartiers, déterminés en opposition à une opération d'urbanisme, survivront-ils à la fin de cette opération ? Peuvent-ils constituer des échelles pérennes fédérant des interlocuteurs structurés face aux pouvoirs publics ?
- 8 Quelle légitimité pour le territoire de l'habitant ?
- 9 Plusieurs mairies – dont la mairie de Paris – mettent en place des conseils de quartier afin de prendre davantage en compte la dimension micro-locale et initient ainsi un dialogue informel (purement consultatif), mais structuré, avec les habitants. Si l'on constate que cette démarche s'inscrit dans une problématique plus générale de dialogue entre la société civile et les pouvoirs publics, l'émergence de revendications territorialisées de la part de la société civile constitue, en milieu urbain, un fait nouveau.
- 10 Cependant, ces revendications territorialisées rejoignent un problème déjà classique pour les opérations lourdes d'aménagement : que valent des intérêts micro-locaux face à des arbitrages d'échelle plus large et parfois plus conformes à l'intérêt général ? On peut par exemple s'inquiéter du fait que les riverains de la grande ceinture ferroviaire autour de Paris s'opposent à sa remise en service, au nom de leurs intérêts micro-locaux, et contredisent ainsi l'intérêt plus global des franciliens.

AUTEUR

HAROLD HUREL

Harold Hurel est chargé d'études en aménagement du territoire et urbanisme chez Ingerop, département Infrastructures. [harold.hurel\(at\)caracmail.com](mailto:harold.hurel@caracmail.com)